
LES PÈRES DE L'EUROPE ÉTAIENT IMAGINATIFS ET CONCRETS

10 janvier 2020 | Paru dans Entreprise romande | Auteur : Flavia Giovannelli



L'Union européenne est critiquée. On la voit comme un monstre administratif un peu froid. D'où l'intérêt de se replonger dans les origines et les développements de la constitution européenne pour y retrouver sa véritable essence. La fondation Jean Monnet existe dans ce but.

Se rendre dans les archives de la Fondation Jean Monnet, créée par ce dernier en 1978, ce n'est pas mettre le nez dans de vieux papiers poussiéreux. C'est retrouver la trace des pères fondateurs de l'Europe, ainsi que des archives privées ayant une portée historique parfois vertigineuse. Notons que les archives antérieures à 1940 sont très rares, car Jean Monnet avait demandé à sa famille, depuis Londres, de tout détruire pour éviter qu'elles ne tombent entre les mains des nazis.

On trouve à la Fondation celles de Jean Monnet, bien sûr, mais aussi celles de Robert Schuman, homme d'Etat français et président du Parlement européen de 1958 à 1960, ou d'autres grands noms impliqués dans les origines de l'Union européenne. Les signatures d'accords qui ont jalonné la longue marche jusqu'à la création de l'Union européenne (UE), comme celles du Traité de Rome, par exemple, y sont jalousement conservées, dans une belle ferme rénovée jouxtant l'Université de Lausanne. Quelques objets racontent aussi la grande Histoire par des détours. Par exemple, un flacon ayant contenu du cognac, orné d'une étiquette mentionnant «J.G. Monnet» rappelle que la famille de Jean Monnet était aussi une entreprise familiale prospère dans ce commerce. Son père était en effet président de l'association des producteurs de cognac.

Exclure les risques de conflits

Vivant grâce aux subventions du canton de Vaud, de Lausanne et de la Confédération (les trois assurent 90% de son budget de fonctionnement), la Fondation Jean Monnet met sa bibliothèque et ses fonds à la disposition des chercheurs, des étudiants ou de toute personne intéressée par la construction européenne. Elle organise aussi des colloques et des conférences thématiques, soit autant d'activités permettant de revenir aux fondamentaux. En l'occurrence, dans la perspective actuelle, il peut s'avérer intéressant d'y trouver des traces attestant du fait que les premiers rapprochements entre Etats européens ont été faits dans l'idée d'éviter tout conflit armé sur le continent au sortir de la Deuxième Guerre mondiale.

Dans son discours du 9 mai 1950, Robert Schuman, à l'époque ministre français des affaires étrangères, avait insisté sur le fait que la naissance de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) avait expressément pour but d'éviter toute rivalité entre la France et l'Allemagne: «En acceptant de déléguer ainsi leur souveraineté dans des secteurs essentiels, comme ces matières premières, les parties rendaient matériellement la guerre impossible. C'était une des grandes idées de Jean Monnet», rappelle Vincent Bezençon, responsable des archives à la Fondation.

Autre constat qui relève de l'examen des documents: il semble que la mise en route d'actions concrètes se soit faite rapidement. Elles étaient soutenues et portées par des personnalités désireuses de voir des résultats concrets à leurs idéaux. Pour le comprendre, il faut aussi se pencher sur le destin de Jean Monnet, qui n'avait rien d'un technocrate. L'homme, encouragé par son père, a préféré parcourir le monde pendant sa jeunesse et se frotter à celui des affaires. C'est ainsi qu'il est devenu expert en échanges internationaux, proche des milieux anglo-saxons. Au début de la Première Guerre mondiale, réformé, Jean Monnet a noté pour la première fois que le manque de coordination des flottes marchandes françaises et britanniques entraînait un manque d'efficacité dangereux. Il a alors proposé la création d'un pôle maritime pour optimiser les transports de vivres, de munitions et de matières premières. Comme l'attestent ses notes, c'est sans doute ainsi que son idée de marché unique a vu le jour. Entre les deux guerres mondiales, il a eu l'occasion de travailler à la Société des Nations, où son entêtement lui a permis de tisser de nombreux liens, qui lui ont été utiles dans la perspective du multilatéralisme.

La France et l'Angleterre ont failli fusionner !

Une autre anecdote importante concerne la période de la Deuxième Guerre mondiale. En 1940, Jean Monnet résidait à Londres, en charge de la coordination des forces de productions franco-anglaises en vue de l'effort de guerre. Dans ce cadre, il a soumis une idée plus qu'audacieuse à Winston Churchill et au général De Gaulle: une fusion entre le Royaume-Uni et la France! Les citoyens des deux pays auraient eu de manière automatique la nationalité de l'autre pays. La proposition peut paraître stupéfiante aujourd'hui, mais à l'heure de l'invasion allemande, elle a semblé à Churchill et à De Gaulle comme le seul moyen d'éviter que la flotte française ne tombe aux mains des nazis. Pétain a signé l'armistice juste après, capitulant devant l'Allemagne. On peut imaginer ce qu'aurait été le cours de l'Histoire si Churchill et De Gaulle avaient imposé cet accord. L'appel du 18 juin n'aurait pas eu de raison d'être.

C'est un de ces moments qui a marqué le destin européen. Or, cet incroyable projet d'union avait germé dans l'esprit de Jean Monnet contre les avis des dirigeants. Il avait anticipé qu'il fallait aller plus loin que d'être de simples alliés; il parle, dans ses notes, de «fusion totale». Bien avant la Communauté européenne, Jean Monnet souhaitait que les nations du Vieux Continent se lient, à l'image des Etats-Unis d'Amérique, c'est-à-dire en une fédération supranationale. En suivant les grandes étapes de la construction de l'UE, on voit qu'elle n'a pas été un long fleuve tranquille. Avec l'Acte unique et le programme d'achèvement du marché intérieur, la métamorphose de l'Europe communautaire a été entérinée dès 1985. De 1991 (la fin du bloc de l'Est) à la crise financière de 2009, l'Europe est passée par tous les bouleversements. S'il est difficile de résumer une période aussi dense, on peut constater que les relations entre la Suisse et l'Europe s'avèrent aussi chaotiques, entre attirance et rejet. Le refus d'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen en 1992 – le fameux dimanche noir – a initié quelques années plus tard le début de la voie des bilatérales.

«Un des constats, avec le recul, est que ces accords innovants ont eu des retombées très fructueuses, mais qu'ils souffrent, selon l'Union européenne, d'un manque de dimension institutionnelle», relève Gilles Grin, directeur de la Fondation Jean Monnet. «On le voit avec ce qui s'est passé après l'acceptation par le peuple suisse de l'initiative contre l'immigration de masse. Le climat ambiant avait changé. Avec les tensions budgétaires et sociales, puis le Brexit, il n'a plus été question d'accepter qu'un partenaire, en l'occurrence la Suisse, ne soit pas sanctionné s'il ne jouait pas le jeu. C'est ainsi que la Suisse a été tenue à l'écart du programme de mobilité Erasmus et que sa participation au programme de recherche est compromise», déplore Gilles Grin.

S'il est souvent reproché à l'UE de manquer d'unité, surtout sur le plan de sa défense, les archives montrent que Jean Monnet aurait souhaité que ce soit le cas. «Trouver un mécanisme de prises de décisions dans ce domaine serait le test ultime», relève Gilles Grin.

Sachant que la Suisse a mis plus de cinq siècles pour devenir un état fédéral, il faut se rappeler, parfois, que l'Europe a sans doute besoin de temps pour ressembler plus parfaitement aux rêves des fondateurs. Eux-mêmes seraient peut-être les premiers surpris de constater ce qu'elle a réussi et ce qui peut encore être amélioré.